

La TVA sociale attend des jours meilleurs
Libération, 12 Septembre 2007

Le débat *«a été mal engagé, le problème mal posé»*, pour Eric Besson. Pour Christine Lagarde, la ministre de l'Economie, la *«TVA sociale n'est pas propice en France»*, à cause de la faiblesse de la croissance (lire page 17). Reste à voir le choix qui sera fait entre les deux options par le Premier ministre et surtout l'Elysée. Hier, le secrétaire d'Etat à la Prospective, transfuge du PS, et la ministre de l'Economie, ont rendu à François Fillon leurs rapports sur la TVA sociale. Ou plus exactement sur la *«possibilité d'affecter une partie de la TVA au financement de la protection sociale en contrepartie d'une baisse des charges sociales pesant sur le travail»*, comme l'annonce de façon extrêmement poétique la *«note d'étape»* rendue par Bercy.



Mijoter. Car voilà, à la lecture des deux rapports, (lire ci-dessous) difficile de savoir si le sujet est enterré, ou si au contraire il ne continue pas à mijoter tranquillement en attendant des jours meilleurs, après les élections municipales par exemple. Les farouches défenseurs du dispositif tranchent en rigolant : *«Vous croyez que si Sarkozy avait voulu arrêter la machine, il aurait attendu autant de temps ? note un député de l'UMP. Tant qu'il ne dit rien et qu'il continue à faire travailler des gens, je me garderais bien de dire que c'est enterré.»*

Enterré d'autant que le sujet n'est pas seulement une question de TVA. Mais une refonte du financement de la protection sociale : *«On ne passe pas d'un système de financement assis sur le travail à un autre radicalement différent, basé sur une nouvelle fiscalité d'un seul coup»*, note-t-on dans l'entourage d'Eric Besson.

Et les deux rapports, en dehors de la nouvelle sortie verbale de Christine Lagarde sur le perron de Matignon, se gardent bien de tirer des conclusions dans un sens ou l'autre. Maintenant, les parlementaires, les partenaires sociaux, invités à se prononcer sur le sujet au Conseil économique et social ont en main la plupart des données. Les deux ministres pourraient d'ailleurs être entendus publiquement par le CES.

Souvenir. A gauche, on a du mal à croire que la TVA sociale n'est qu'un lointain souvenir : *«Vu l'état désastreux de la croissance, la dégradation des comptes publics et la nécessité de trouver rapidement de l'argent, une hausse de la TVA au nom des retraites et d'un prétendu maintien de la solidarité est un bon coup»*, note un socialiste. Le 24 septembre, une nouvelle étape sera sans doute franchie. Jérôme Chartier, député UMP du Val-d'Oise, doit rendre son propre rapport parlementaire. Cette fois-ci, on devrait parler politique et s'éloigner de la compilation de tableaux macroéconomiques.

Entre compétitivité et pouvoir d'achat

Les deux études insistent sur la nécessité de baisser le coût du travail.

Pas de marche à suivre ou de préconisation dans les rapports rendus par Eric Besson et Christine Lagarde hier (1). Des statistiques, des comparatifs européens et une obsession partagée par les deux : il faut baisser le coût du travail en France et revoir les moyens de financement de la protection sociale.

«Rôle d'appoint». Sur la question de la compétitivité des entreprises, Besson et Lagarde sont presque d'accord. Le rapport du secrétaire d'Etat à la Prospective note qu'un basculement des cotisations patronales vers la TVA *«réduirait les coûts de production en France et augmenterait le prix des importations»*. Les produits français deviendraient aussi plus compétitifs en Europe. Le rapport de Bercy nuance : la TVA sociale ne pourrait jouer *«qu'un rôle d'appoint dans la mise en place d'une stratégie d'amélioration de la compétitivité des entreprises françaises. Elle ne constituerait qu'un levier parmi d'autres pour obtenir une baisse du coût du travail»*. Une affirmation qui ravit les parlementaires de la majorité qui militent pour une réforme sévère du marché du travail et notamment du licenciement.

La question des effets sur l'emploi est plus pointue. Besson note que pour avoir un effet, la baisse des charges devrait être *«ciblée sur les bas salaires.»* Si les entreprises répercutent l'intégralité de la baisse des charges sur leurs prix de production, *«on peut s'attendre à ce qu'une hausse de 3 points de TVA suscite un surcroît d'emplois de 75 000 à 160 000 à moyen terme»*. Reste le problème de l'inflation. Bercy considère que la hausse des prix est *«inévitabile»*. Et recommande une surveillance du coût de la vie, comme si, faute de pouvoir faire confiance aux entreprises, la droite se ralliait au contrôle des prix supprimé en 1986. Les deux rapports soulignent aussi que, pour des raisons juridiques et des contraintes européennes, *«aucun terrain réaliste d'expérimentation sectorielle ou géographique n'a pu être identifié»*. Il y a quelques semaines, l'idée de tester la mesure sur le textile ou l'automobile avait été lancée. Sans grand succès.

Budget. Le rapport de Bercy tente une modélisation d'une hausse d'un certain nombre de points de TVA et annonce les sommes qui pourraient être récoltées. *«Mais on sait qu'un point rapporte 6 milliards d'euros, note un parlementaire, et que les charges sociales, c'est 375 milliards d'euros. Vous voyez bien que tout n'est pas résolu par ce simple mécanisme.»* En attendant, la gauche note qu'avant d'être un outil pour baisser le coût du travail, la TVA dite sociale pourrait être *«un moyen de combler les trous dans le budget»*, note Michel Sapin, député de l'Indre, chargé des questions économiques au PS. *«En Allemagne, l'augmentation de la TVA a servi à baisser les charges, mais a permis de désendetter l'Etat, poursuit Michel Sapin. Voilà une chose inéluctable en France.»* Au risque de peser sur le pouvoir d'achat. Tout ce que le gouvernement souhaite éviter.

(1) Rapports en ligne sur www.premier-ministre.gouv.fr